



Le battage autour de l'alimentation marque le pas

Baisse du degré d'information et moins d'intérêt pour les interventions de l'État

1 Résumé



La santé et le bien-être sont des thèmes qui tiennent à cœur à la population. 77 % des personnes en âge de voter, soit un peu moins que l'année précédente, s'intéressent aux thèmes liés à l'alimentation et à l'activité physique et estiment qu'ils sont importants, mais avec un peu moins de conviction. 72 % des votants ont le sentiment d'être bien informés en matière d'alimentation. La proportion de ceux qui se déclarent être personnellement bien informés est aussi en baisse.



La moitié des votants déclarent se souvenir activement de discussions ou d'informations autour de l'alimentation et de l'activité physique ces douze derniers mois. Les sujets de discussion qui reviennent le plus souvent tournent autour des régimes alimentaires et des diètes. 12 % des personnes interrogées peuvent se souvenir de discussions concernant la composition alimentaire et les ingrédients, dont font aussi partie les mentions concernant la teneur en sucre, en graisse ou en sel d'une denrée alimentaire.



Les votants souhaitent que la lutte contre le surpoids relève de la responsabilité individuelle et non de mesures étatiques. Le rôle de l'État est avant tout d'informer et de sensibiliser la population. Les gens sont convaincus qu'une alimentation saine est une question de volonté et que le surpoids peut aussi être dû à un manque d'activité physique.



Aux yeux des votants, la plus grosse contribution, quoique en recul, à une alimentation équilibrée et à une activité physique suffisante est le fait du consommateur lui-même, de l'entourage proche ainsi que de l'école. D'un autre côté, une recrudescence de personnes jugent que le secteur privé apporte une plus grande contribution à un style de vie sain, et que la branche des boissons a fait un pas bien plus important qu'aucun autre acteur.



Une majorité de la population accueille favorablement les mesures qui vont dans le sens d'une information sur les produits transparente et compréhensible. Augmenter le prix des denrées alimentaires malsaines ou interdire la production de denrées d'agrément sont des mesures qui rallient de nouveau moins de suffrages. 43 % des personnes interrogées sont d'avis que les mesures étatiques contre le surpoids sont suffisantes. Les programmes de prévention ciblés sur les groupes à risque ont les faveurs de la cote. L'interdiction des denrées malsaines et l'introduction d'une taxe d'incitation ou d'un impôt sur le sucre ne sont pas aptes à réunir une majorité.



25 % des votants estiment qu'un impôt sur les denrées alimentaires contenant du sucre du sel ou des graisses aurait une incidence sur la consommation de ces produits. L'idée la mieux partagée concernant l'impôt sur le sucre est que la branche cesse d'ajouter des sucres cachés dans les plats cuisinés.



Une claire majorité des personnes interrogées déclare consulter au moins occasionnellement la déclaration de la valeur nutritionnelle. La proportion des

personnes qui sont d'avis que la solution actuelle n'est pas suffisante augmente depuis 2016. 65 % des personnes interrogées sont aujourd'hui d'accord avec l'instauration d'un système de feux tricolores comme norme légale.

2 Synthèse

Les constats faits dans le cadre du sondage Alimentation et activité physique permettent de formuler trois thèses:



FIN DU BAT-TAGE EXCESSIF AUTOUR DE L'ALIMENTATION

Les questions autour de l'alimentation et de la santé s'imposent certes toujours comme des tendances lourdes, mais on observe qu'une part croissante des Suissesses et des Suisses ne s'intéressent plus guère à ces questions. Ce glissement recèle le risque d'une baisse des compétences en matière de santé au sein de la société.



CONTRE LES INTERVENTIONS ÉTATIQUES

La responsabilité individuelle demeure une valeur centrale lorsqu'il est question d'orientation de l'État. Dans le sillage de la baisse d'intérêt, l'adhésion à l'interventionnisme s'amenuise aussi, de même que, dans certains cas, le fait de faire porter une responsabilité aux consommateurs, à l'État et au secteur privé.



VALEURS VS ACTIONS CON-CRÈTES

On observe souvent une différence entre les valeurs défendues et l'adhésion à des mesures concrètes dans la perception collective d'un thème au sein de la population. Pour la protection du climat, par exemple, il existe un large consensus sur le fait qu'il faut faire quelque chose. Mais dès lors qu'il s'agit de toucher à la consommation et aux comportements quotidiens, la belle unité se délite. Les résultats du sondage Alimentation et activité physique 2019 pointent un schéma comparable pour le rapport à un mode de vie sain. Sur le principe, au niveau des valeurs, la population tend plutôt à préconiser les interventions étatiques – déléguant ainsi la responsabilité au législateur. Sur le plan des mesures concrètes, elle préconise en revanche une attitude plutôt moins interventionniste qu'en d'autres temps.